

Sensibilité à l'environnement, relance verte et consentement à l'impôt : les Français sur une lancée écologique

Note de synthèse

Juillet
2020



EXPERTISES

REMERCIEMENTS

Patrick Jolivet (ADEME), Anaïs Rocci (ADEME).

CITATION DE CETTE NOTE DE SYNTHÈSE

ADEME, CREDOC (Charlotte Millot, Jörg Müller), 2020, Sensibilité à l'environnement, relance verte et consentement à l'impôt : les Français sur une lancée écologique, 17p.

Cette note de synthèse est disponible sur <http://www.ademe.fr> et <http://www.credoc.fr>

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME

ADEME

20, avenue du Grésillé
BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 2020002160

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : CREDOC
Coordination technique - ADEME : Patrick Jolivet, Anaïs Rocci,
Direction : Direction Exécutive Prospective et Recherche

Résumé

Cette note de synthèse présente les résultats des questions insérées par l'ADEME dans le dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC. Deux vagues ont été menées en 2020. La première, comme chaque année entre décembre et janvier et une deuxième vague exceptionnelle, pendant le confinement et la crise sanitaire, entre fin avril et début mai 2020.

En résumé, l'expérience du confinement et de la crise sanitaire consolide un socle consensuel autour de la question environnementale. Sensibilité et préoccupations pour l'environnement restent au niveau le plus haut jamais enregistré, et le désir que les pouvoirs publics s'engagent dans la voie d'une relance écologique et sociale est largement partagé. Un des résultats forts est sans doute la remise en question de la soutenabilité de notre économie : une nette majorité de nos concitoyens plaide pour une réorientation vers des activités qui préservent l'environnement et la cohésion sociale, même si cela implique de renoncer au paradigme classique de la croissance. Parallèlement, le consentement à des mesures fiscales en faveur de l'environnement se renforce. Près d'un tiers des Français se déclarent prêt à payer une taxe spécifiquement dédiée à l'environnement (+6 points par rapport à janvier 2020). Au total, 60% de la population soutiendrait la mise en place d'une taxe carbone **sous certaines conditions**, comme l'affectation des recettes à la transition écologique, la baisse d'autres impôts et cotisations, ou une meilleure redistribution des recettes fiscales au profit des catégories modestes et moyennes.

1. Des préoccupations environnementales qui demeurent au plus haut

Les préoccupations pour l'environnement sont, depuis le début des années 90, **contracycliques** par rapport aux évolutions économiques. L'année 2019, où la situation économique s'était améliorée en France, n'avait pas fait exception. Elle avait en outre été ponctuée de multiples événements : des **marches** pour le climat aux débats liés à la crise des gilets jaunes sur la pertinence d'une taxe carbone, en passant par les **feux de forêts amazoniens ou australiens** ayant fortement frappé les esprits, ou la fulgurante ascension médiatique et politique de la jeune **Greta Thunberg** et le mouvement planétaire de jeunes mobilisés sur le sujet. Si bien **qu'en janvier 2020, les préoccupations pour l'environnement n'avaient jamais été aussi fortes depuis 30 ans** que nous suivons cet indicateur. La diffusion du sentiment d'urgence climatique s'est aussi traduite dans le pays par les bons résultats obtenus par les partis écologistes aux élections européennes de 2019 et municipales de 2020. La mise en place d'un grand débat national en 2019, puis d'une convention citoyenne pour le climat en 2019-2020 a souligné la prise en compte de ces enjeux par les pouvoirs publics.

La crise sanitaire, et l'expérience de ses impacts sur la société française, auraient pu changer radicalement le regard des Français : soit dans le même sens d'inquiétudes plus fortes sur le plan économique qui feraient passer la protection de l'environnement au second plan, soit dans le sens inverse du souhait d'un changement radical de société vers une société plus durable, que de multiples initiatives ont appelé de leurs vœux. Au début mai 2020, nous n'observons aucun de ces mouvements de manière nette dans l'opinion publique. Et les préoccupations pour l'environnement **restent à leur niveau d'avant crise**.

Graphique 1 – Les préoccupations environnementales au plus haut
 Parmi les sujets suivants*, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? – La dégradation de l'environnement / le chômage



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

*Parmi 11 sujets : **le chômage, la dégradation de l'environnement**, les maladies graves, la pauvreté en France, la pauvreté dans le monde, la drogue, la violence et l'insécurité, les tensions internationales, les conflits sociaux, l'immigration, l'Europe.

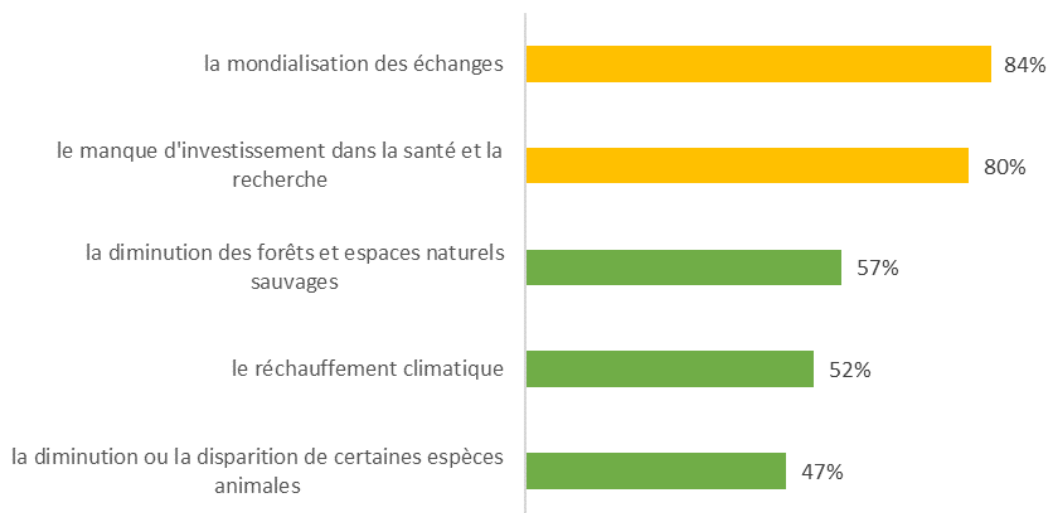
Au premier rang des préoccupations environnementales, le réchauffement climatique inquiète **particulièrement** les Français : 33% jugent qu'il s'agit du problème environnemental le plus préoccupant, devant la dégradation de la faune et de la flore (20%) ou la pollution de l'air à égalité avec la pollution de l'eau (12% chacune).¹

2. Une demande forte d'intervention de l'Etat dans la lutte contre le réchauffement climatique

Une majorité de la population établit un lien entre la pandémie de Covid-19 et la dégradation de l'environnement : 57% estiment que la propagation des épidémies est favorisée par la déforestation et 52% par le réchauffement climatique. L'expérience de la crise a surtout suscité des interrogations sur le modèle de production industriel actuel, ainsi que sur les priorités de l'action publique, l'un et l'autre pris comme principales causes de la crise sanitaire : les premiers facteurs considérés comme responsables de la propagation des épidémies sont la mondialisation des échanges (84%) et le manque d'investissement dans la santé et la recherche (80%).

¹ Source : Baromètre ADEME sur les représentations sociales de l'effet de serre et du changement climatique, décembre 2019

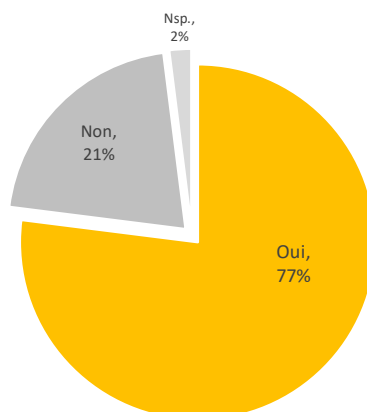
Graphique 2 – Pourriez-vous me dire si les facteurs suivants favorisent, selon vous, la propagation des épidémies comme le coronavirus ?
Cumul des réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord » (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations Flash COVID-19 », mai 2020

Pendant la période de confinement, **77% des Français estiment que la lutte contre le réchauffement climatique mériterait les mêmes moyens au niveau mondial que la mobilisation contre la crise sanitaire** (dont 30% « tout à fait d'accord » et 47% « plutôt d'accord »). Chez les moins de 40 ans, le taux atteint même 80%.

Graphique 3 – Les pays du monde entier mobilisent actuellement des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique ?

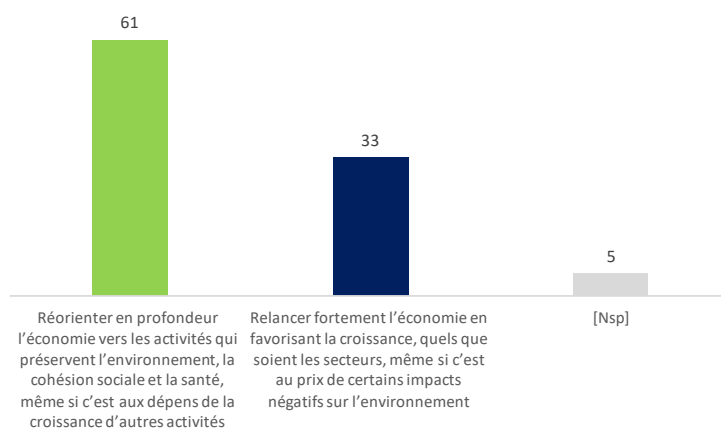


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations Flash COVID-19 », mai 2020

Le souhait de mettre dès à présent davantage d'attention et de moyens dans la lutte contre le réchauffement climatique s'exprime par ailleurs dans une demande de réorientation des activités économiques. En mai 2020, **61% de nos concitoyens estiment qu'il faut réorienter notre économie vers des activités préservant l'environnement, la cohésion sociale et la santé, même si c'est aux dépens de la croissance d'autres activités**. Une minorité de 33% souhaitent que la priorité soit donnée à une relance économique forte même si c'est au prix de certains impacts négatifs sur l'environnement : une opinion que l'on trouve un peu plus chez les plus âgés (37% des 70 ans et plus) et dans les catégories aisées (38% des hauts revenus). En mai 2020, les Français souhaitent donc un changement de paradigme,

fixant aux pouvoirs publics le cap vers une économie respectueuse du vivre ensemble et de l'environnement.

Graphique 4 – A votre avis, quelle devrait être la priorité du gouvernement dans la situation actuelle ? (en %)



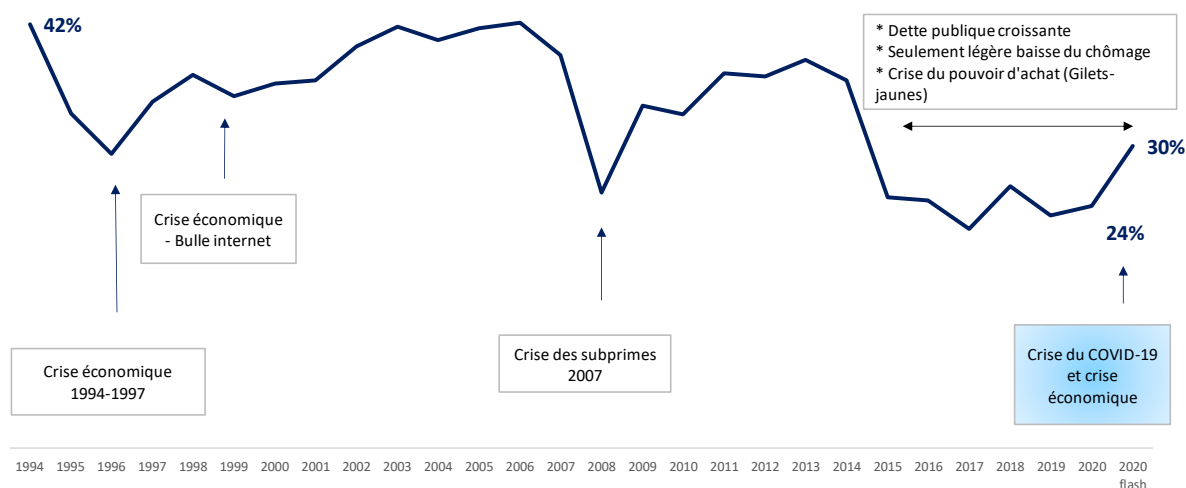
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations Flash COVID-19 », mai 2020

3. Progression du consentement à une hausse des taxes directement affectées à la protection de l'environnement

Le soutien à l'instauration d'une fiscalité environnementale dépend, jusqu'en janvier 2020, des cycles économiques et sociaux. Force est de constater que chacune des grandes crises économiques des dernières trente années a freiné la disposition de nos concitoyens à payer une taxe directement liée à la défense de l'environnement² : récession du début des années 90, crise de la bulle internet de 1999, crise des *subprimes*, s'accompagnent systématiquement d'une baisse du consentement à s'acquitter d'une taxe environnementale. **Mais pendant la période de confinement, en dépit des menaces graves que fait peser la crise sanitaire sur l'emploi et le pouvoir d'achat, l'opinion se montre plus encline qu'au début de l'année à payer une taxe environnementale.** En mai 2020, 30% des Français sont prêts à payer une telle taxe, contre 24% en janvier de la même année ou encore 23% par rapport à 2019, soit une progression de +6 et +7 points respectivement. Pour la première fois, la crise s'accompagne d'une hausse de la propension à contribuer via une taxe à la protection de l'environnement, au lieu de la faire reculer.

² S'agissant de la fiscalité environnementale, l'enquête conditions de vie et aspirations du CREDOC pose deux questions distinctes : une première question avec une formulation générale sur l'introduction d'une **taxe en faveur de l'environnement** : « Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ? », et une deuxième portant plus spécifiquement sur l'introduction d'une **taxe carbone** : « Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ? ».

Graphique 5 – Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement (% de « Oui »)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

Le soutien à une **taxe environnementale** progresse surtout dans certaines catégories de la population : les hauts revenus (+9 pts), les jeunes (+7pts) et les seniors (+9pts), qui y adhèrent davantage. Elle ne progresse pas chez les « petits moyens »³ (classes moyennes inférieures) qui avaient été au cœur du mouvement des gilets jaunes, et pour lesquels la voiture fait partie intégrante et centrale du mode de vie⁴.

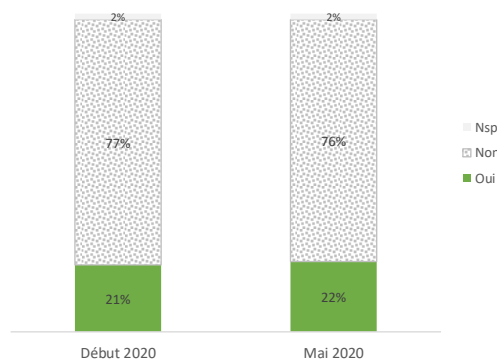
4. Un Français sur cinq d'ores et déjà en faveur d'une taxe « carbone », 60% y consentiraient sous condition...

En particulier, en mai 2020, 22% de la population accepterait de payer une taxe spécifique sur les **énergies fossiles**, dite « taxe carbone », un chiffre stable par rapport à janvier 2020. Sur ce sujet non plus, la crise économique qui se profile n'entame pas le consentement – certes minoritaire.

³ Expression tirée de l'ouvrage de Marie CARTIER, Isabelle COUTANT, Olivier MASCLET, Yasmine SIBLOT, La France des « petits-moyens », Enquête sur la banlieue pavillonnaire, La Découverte, 2008

⁴ HOIBIAN Sandra et al.. (2020). Le mouvement des Gilets jaunes ou les limites d'un modèle de société, Crédoc, Cahier de recherche C349, <https://www.credoc.fr/publications/le-mouvement-des-gilets-jaunes-ou-les-limites-dun-modele-de-societe>

Graphique 6 – Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ?

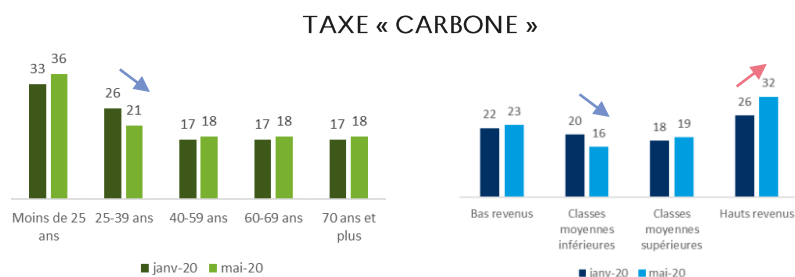


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

Plus spécifiquement, l'idée d'une taxe carbone suscite davantage l'adhésion **des jeunes** (36% d'opinions favorables chez les moins de 25 ans, contre seulement 18% des 60 ans et plus), **des diplômés du supérieur** (29%, contre 10% des non-diplômés), **des indépendants et les cadres** (37% et 32%) et **des hauts revenus** (32% contre 16% chez les classes moyennes inférieures).

Le niveau de vie semble articuler le clivage principal, ce qui fait de la situation financière du ménage un facteur déterminant du soutien à la taxe carbone. Un phénomène qui pourrait s'accroître avec la crise, puisqu'entre janvier et mai 2020, **l'adhésion à la taxe carbone diminue au sein des classes moyennes inférieures (-4 points), tandis que le soutien des catégories aisées progresse de +6 points.**

Graphique 7 – Soutien à une « taxe carbone » en fonction de l'âge et du niveau de revenu



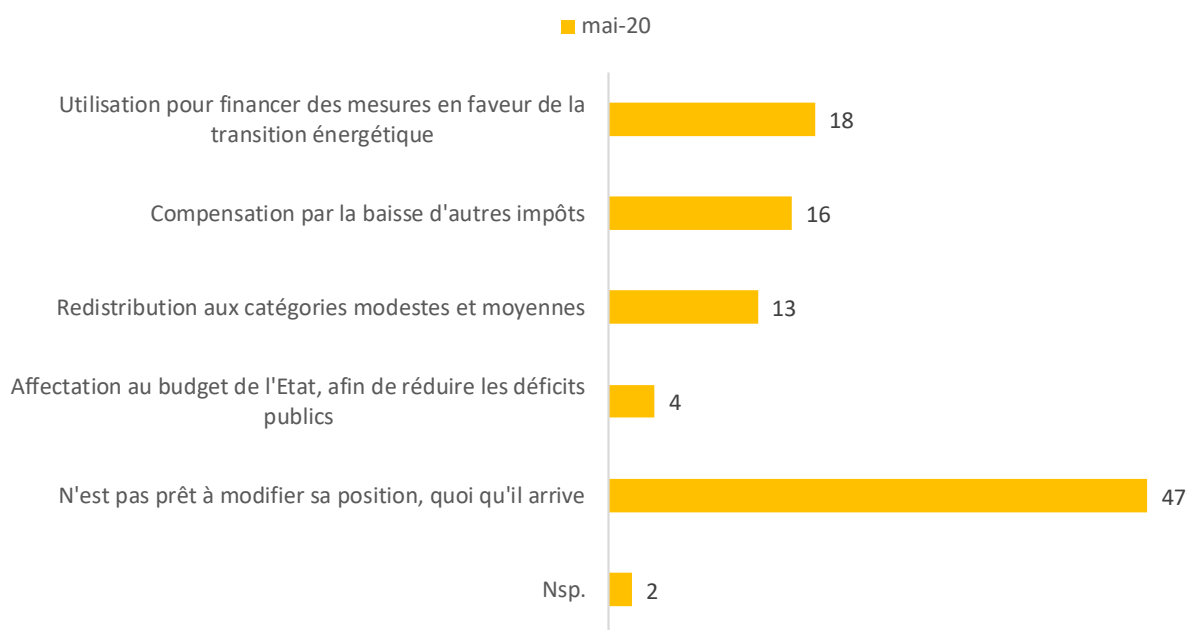
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

L'utilisation des recettes fiscales de la taxe carbone est un facteur important de son acceptation. Plusieurs solutions existent, et de nombreux pays ont opté pour un « mix » de ces différentes options. Les recettes peuvent être versées au budget général et contribuer ainsi à réduire le déficit public (Irlande, Finlande). Il est aussi possible d'utiliser ces ressources pour faire baisser d'autres impôts ou cotisations (Suède, Danemark, France), de redistribuer les recettes à la population et aux entreprises (Suisse) ou encore d'affecter les recettes à des mesures de transition énergétique (Suisse, Danemark). C'est cette dernière option qui obtient la faveur des Français. En mai 2020, 27% de la population (stable par rapport à janvier 2020) **préfèrent que les recettes de la taxe carbone soient utilisées pour financer des mesures en faveur de la transition énergétique.** C'est très nettement le cas chez les partisans de l'introduction d'une taxe carbone, dont 59% choisissent l'utilisation des recettes pour financer la transition énergétique.

A cet égard il est notable que la majorité des opposants à l'introduction d'une taxe carbone changeraient d'avis si l'on conditionnait son introduction à une affectation spécifique des recettes fiscales. Par exemple, 18% des personnes initialement défavorables à une taxe carbone changeraient d'avis si on

utilisait les recettes fiscales générées spécifiquement pour le financement des mesures en faveur de la transition énergétique ou encore 16% qui reviendraient sur leur position si, en compensation, il y avait une baisse d'autres impôts. Dans l'ensemble, 51% des opposants initiaux changeraient d'avis sous condition. En population générale, c'est-à-dire en cumulant les soutiens inconditionnels et ceux qui conditionnent leur acceptation à des mesures spécifiques cette proportion monte même à 60% (stable par rapport à janvier 2020).

Graphique 8 – Seriez prêt à modifier votre position si... (en %)
Champ : Personnes se déclarant défavorables à l'introduction d'une taxe carbone (n=2324)

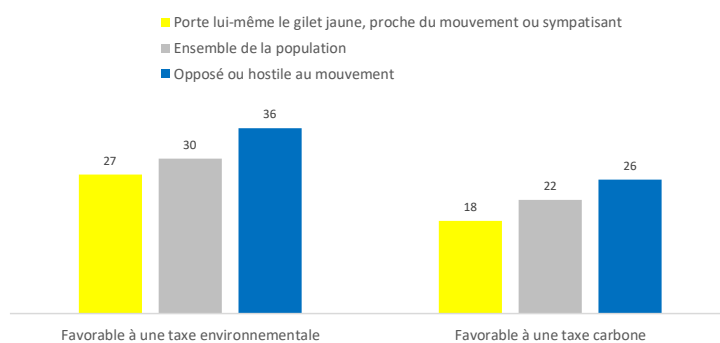


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

5. ... Mais 18% des soutiens et sympathisants des « gilets jaunes » sont favorables à une taxe carbone

Le mouvement des gilets jaunes s'est initialement formé pour protester contre l'augmentation des prix de carburants automobiles issue de la hausse de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). Pour autant, sur la question du consentement à une taxe sur les énergies fossiles, **les différences entre les personnes qui soutiennent le mouvement et leurs opposants sont ténues**. En mai 2020, 27% des gilets jaunes et de leurs soutiens se disent favorables à une taxe environnementale et 18% soutiennent l'instauration d'une taxe carbone, contre respectivement 30% et 22% en moyenne, et 36% et 26% chez les opposants au mouvement. Par rapport à l'avant crise, la progression du soutien à une taxe environnementale est équivalente chez les soutiens et les opposants au mouvement : +6 points pour les premiers (de 21% à 27%) et +7 points pour les seconds (de 29% à 36%). Même tendance pour le soutien à la taxe carbone : +1 point chez les gilets jaunes et sympathisants, stable chez les personnes hostiles au mouvement. Enfin, 33% des personnes qui déclarent appartenir aux « gilets jaunes » seraient favorables à une taxe carbone sous la condition que les recettes de celle-ci soient redistribuées aux catégories modestes et moyennes au profit d'une meilleure justice sociale (contre 14% dans l'ensemble de la population).

Graphique 9 – Proportion de personnes favorables à une taxe environnementale ou une taxe carbone (en %)

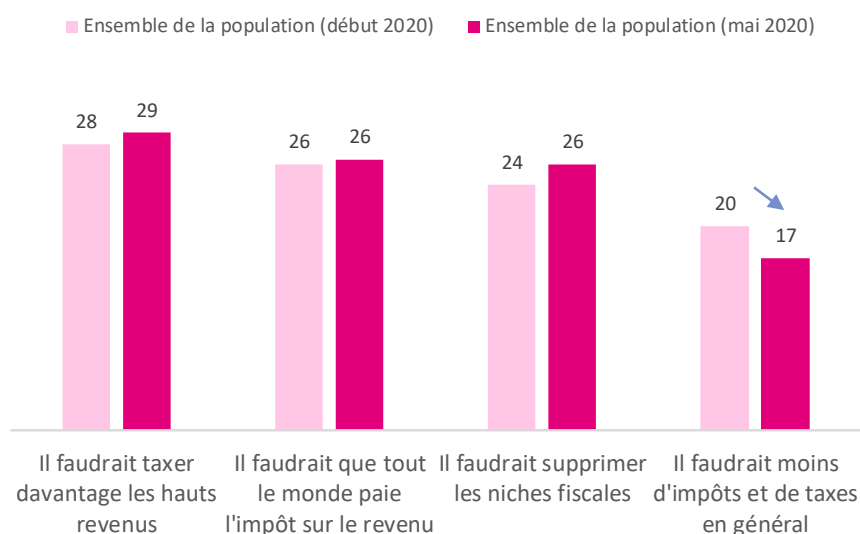


Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations des Français, mai 2020

6. Dans l'ensemble, le souhait d'une fiscalité plus juste, dont les recettes seraient consacrées en priorité à la santé et à l'environnement

De manière générale, les Français se montrent sceptiques quant à l'équité et la justice du système fiscal actuel. Par exemple, en janvier 2020 seuls 19% de nos concitoyens s'estiment gagnants de la redistribution socio-fiscale (prestations sociales, services publics), alors que 78% se considèrent lésés. Sur la question des mesures à prendre pour rendre la fiscalité plus juste et efficace, l'opinion est partagée et le confinement n'a pratiquement pas fait évoluer les positions. En mai 2020, 29% préconisent une taxation plus forte des catégories aisées, 26% souhaitent plutôt que tout le monde paie l'impôt sur le revenu et 26% supprimeraient en priorité les niches fiscales. Seule la proportion de personnes souhaitant moins d'impôts a légèrement baissé (17%, -3 points par rapport à janvier 2020). Le niveau de revenu fait varier les préférences en la matière : si les bas revenus et les classes moyennes inférieures sont majoritairement en faveur d'une plus grande taxation des hauts revenus (34%), ces derniers sont de leur côté largement favorables à une généralisation de l'impôt sur le revenu (45%). La baisse des taxes et des impôts est surtout demandée par les catégories les plus modestes (25% des bas revenus, contre seulement 10% des hauts revenus).

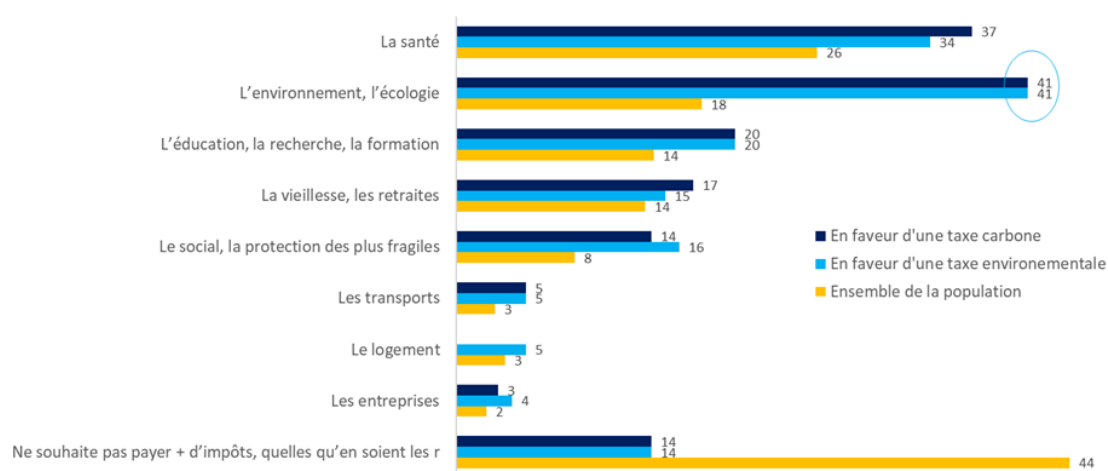
Graphique 10 – Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

Interrogés sur les domaines d'action publique pour lesquels ils seraient prêts à payer davantage d'impôts, 56% des Français se déclarent prêts à payer plus d'impôts pour soutenir certains domaines de l'action publique. Il est notable que même les bas revenus se déclarent majoritairement favorables à cette idée (51%). Les deux premiers domaines pour lesquels les Français accepteraient de payer davantage d'impôts sont **la santé (26%) et la protection de l'environnement (18%)**, devant l'éducation et la recherche (14%), les retraites (14%) ou la protection des plus fragiles (8%). La hiérarchie s'inverse chez les personnes se déclarant favorables à la création d'une taxe carbone : 41% choisissent en priorité l'environnement et 37% la santé. Il est notable que dans les deux cas, l'environnement et l'écologie arrivent très haut dans la hiérarchie des domaines pour lesquels un renforcement de l'action publique justifierait une augmentation de la charge fiscale ce qui confirme la forte acceptation de l'introduction d'une taxe carbone mesurée en mai 2020 : 60% des Français en faveur d'une telle taxe si son introduction est accompagnée par des mesures spécifiques.

Graphique 11 – Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêts à payer plus d'impôts, Cumul des deux réponses (en %)

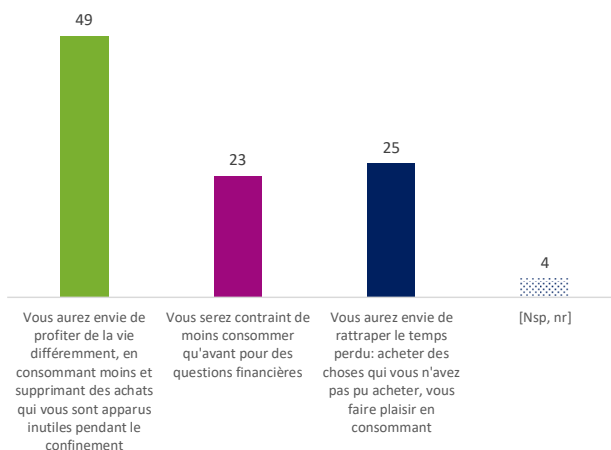


Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, mai 2020

7. Un frémissement vers la sobriété ?

Pendant le confinement, une grande partie des dépenses s'est arrêtée : l'impossibilité de voyager, de fréquenter les restaurants ou de se rendre dans les magasins les ont mécaniquement réduites. Cette période a donc permis une forme d'expérimentation sociale à grande échelle de la « sobriété », offrant une ouverture à des modifications plus pérennes. **Premier constat, les Français ne semblent pas vouloir rattraper le temps perdu en matière d'achats.** S'ils sont toujours attachés à la consommation (60% aimeraient « pouvoir se payer plus souvent des choses qui leur font envie »), ils sont **plus nombreux qu'avant la crise à souhaiter « consommer moins »** (37%, +7 points entre janvier et mai). Et près d'un Français sur deux (49%) souhaitent se tourner vers des modes de consommation plus sobres en supprimant des achats qui leur sont apparus inutiles pendant le confinement.

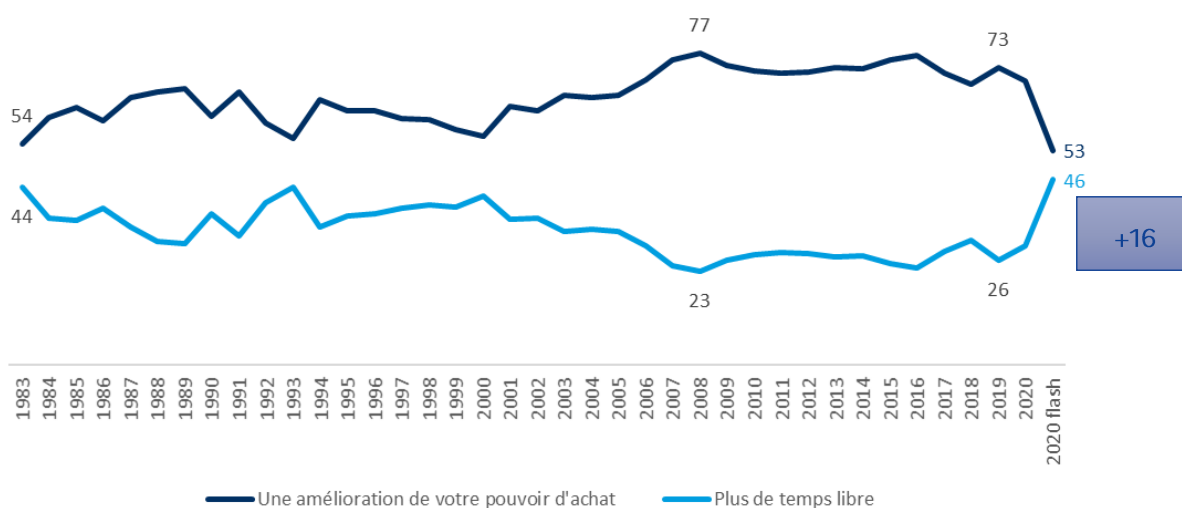
Graphique 12 – Vous personnellement, après la crise sanitaire, diriez-vous plutôt que... (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations Flash COVID-19 », mai 2020

L'expérience d'une vie où le bonheur ressenti ne s'effondre pas (-3 pts entre janvier et avril) malgré les limitations de liberté et de consommation semble inviter à reconsidérer – du moins à court terme – ce qui dans la consommation relève de la « nécessité », de l'achat superflu, poussé par une société où les sollicitations commerciales sont nombreuses, et les normes sociales sans cesse en progression. Dans l'arbitrage temps/argent suivi au CREDOC depuis le début des années 80, le confinement a clairement rebattu les cartes de manière inédite. L'envie d'avoir plus de temps libre est presque aussi largement partagée (46%) que celle de voir son pouvoir d'achat augmenter (53%), une situation inédite depuis le début des années 2000.

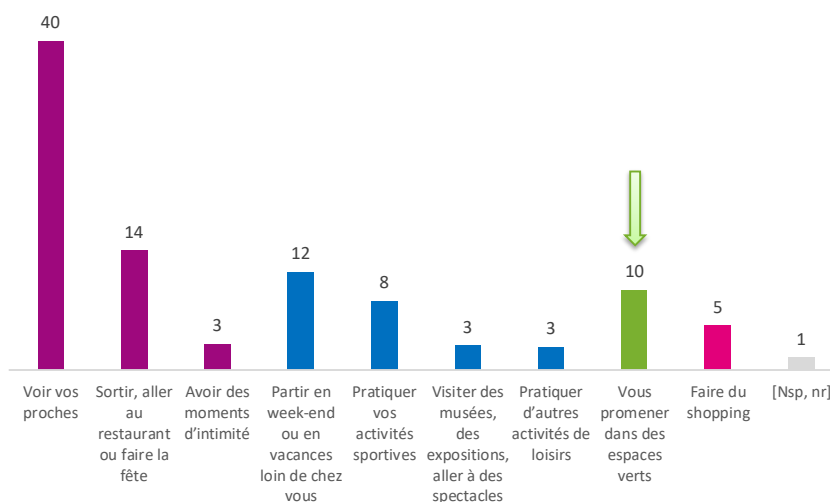
Graphique 13 – Forte progression de l'envie d'avoir « plus de temps libre » vs « plus de pouvoir d'achat » (« Quelle est votre préférence entre ... », choix entre deux propositions, en % des actifs)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français

Dernier signe d'une prise de recul à l'égard de la consommation, le *shopping* n'apparaît qu'en sixième position dans le classement des activités qui ont le plus manqué pendant le confinement. Elle n'est choisie que par 5% des Français, loin derrière les contacts avec les proches (40%), et deux fois moins que les promenades dans la nature.

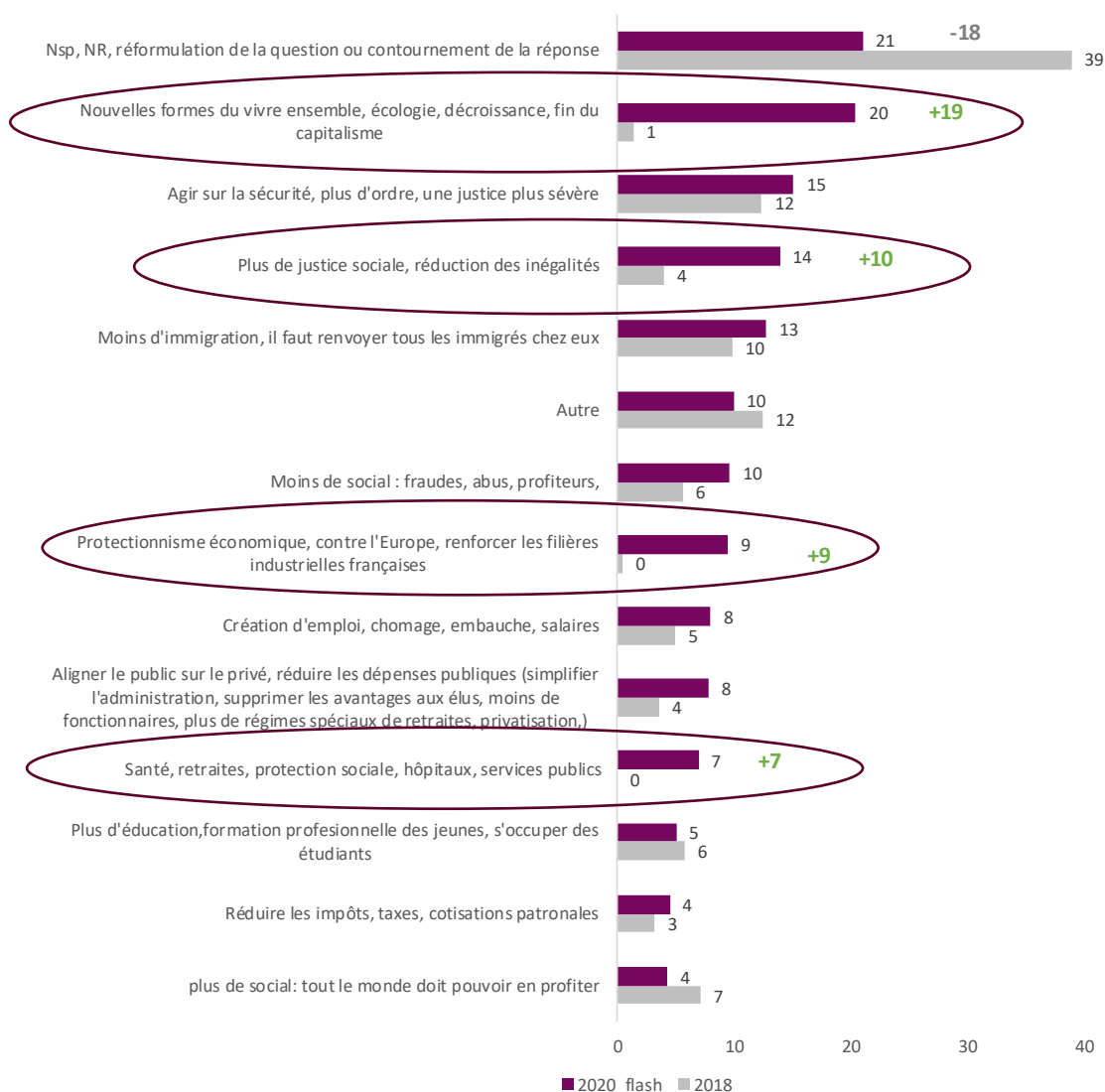
Graphique 14 – Depuis la mi-mars et la mise en place du confinement, la plupart des magasins et parcs publics sont fermés, les déplacements doivent être réduits au maximum. Parmi les propositions suivantes d'activités de temps libre, laquelle vous a manqué le plus ? (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations Flash COVID-19 », mai 2020

Autre manifestation de l'émergence de ces aspirations dans la société, le désir de radicalité **change d'orientation**. Parmi les 28% de Français qui appellent de leurs vœux un changement « radical » de la société, 20% aspirent à de nouvelles formes de vivre ensemble, tournées vers **l'écologie, la décroissance, la sortie du capitalisme**. Ces thématiques n'étaient quasiment pas évoquées lorsque la même question a été posée en 2018. Les trois autres thèmes émergents, qui étaient également (quasi) absents des verbatims en 2018 sont **la relocalisation de la production, la réduction des inégalités et le renforcement de la protection sociale, du système de santé**.

Graphique 15 – Quelles sont, selon vous, les principales transformations radicales dont la société française a besoin ?
 Champ : 38% de personnes aspirant à un changement radical en 2018, 28% en avril 2020
 Question ouverte codifiée à postériori



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, hiver 2018 et avril 2020

S'il y a un domaine dans lequel la crise sanitaire risque d'avoir des conséquences négatives sur les comportements éco-favorables, c'est celui de la mobilité. **Par peur de la contamination, 40% des Français anticipent qu'ils utiliseront davantage leur voiture** pour leur trajets quotidiens – par comparaison, 11% se reporteront sur la marche à pied, 4% sur le vélo. Cette tendance favoriserait l'usage de la voiture, déjà largement dominante parmi les modes de transport pré-confinement : 67% des Français l'utilisaient déjà pour leurs déplacements quotidiens, contre 29% d'utilisateurs de modes de transports ayant moins d'impact sur l'environnement, comme les transports en commun, le vélo ou encore la marche à pied.

À propos du CREDOC et de l'enquête « Conditions de vie et aspirations »

Cette note a été élaborée à partir de l'enquête « Conditions de vie et aspirations », dispositif existant depuis 1978. Les vagues d'enquête de janvier et avril 2020 ont été réalisées en ligne, chacune auprès d'un échantillon de 3 000 individus représentatifs de la population âgée de 15 ans et plus, résidente en France métropolitaine, en Corse et dans les DROM. L'échantillon est structuré de la façon suivante : grande région (12 modalités), sexe, âge (5 modalités), profession - catégorie sociale (8 modalités), taille d'agglomération (9 modalités), type de logement (individuel ou collectif). Les quotas sont déterminés à partir des données du recensement de la population le plus récent, redressées par les derniers résultats disponibles de l'enquête Emploi et du bilan démographique de l'INSEE. L'enquête d'avril 2020 a été menée du 20 avril au 4 mai, 3 semaines après le début du confinement, et 8 jours avant le début du déconfinement.

Le CRÉDOC, Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie, est un organisme d'études et de recherche au service des acteurs de la vie économique et sociale. Depuis sa création, il y a maintenant plus de 60 ans, le CRÉDOC analyse et anticipe le comportement des individus dans leurs multiples dimensions : consommateurs, agents de l'entreprise, acteurs de la vie sociale. Il a mis en place depuis 1978 un dispositif permanent d'enquêtes sur les modes de vie, opinions et aspirations des Français et s'est spécialisé dans la construction de systèmes d'information, dans les enquêtes quantitatives ad hoc, dans les enquêtes qualitatives par entretien ou réunions de groupe et dans l'analyse lexicale.

Le CRÉDOC développe des outils méthodologiques qui intègrent les acquis les plus récents de la recherche et qui garantissent la qualité de ses travaux d'études. Cela lui permet de produire des analyses synthétiques sur la société française qui sont rendues publiques et qui participent au débat national.

L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, air, économie circulaire, alimentation, déchets, sols, etc., nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

LES COLLECTIONS DE L'ADEME



FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.



HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.

Sensibilité à l'environnement, relance verte et consentement à l'impôt : les Français sur une lancée écologique

L'expérience du confinement et de la crise sanitaire consolide un socle consensuel autour de la question environnementale. Sensibilité et préoccupations pour l'environnement restent au niveau le plus haut jamais enregistré, et le désir que les pouvoirs publics s'engagent dans la voie d'une relance écologique et sociale est largement partagé. Un des résultats forts est sans doute la remise en question de la soutenabilité de notre économie : une nette majorité de nos concitoyens plaide pour une réorientation vers des activités qui préservent l'environnement et la cohésion sociale, même si cela implique de renoncer au paradigme classique de la croissance. Parallèlement, le consentement à des mesures fiscales en faveur de l'environnement se renforce. Près d'un tiers des Français se déclarent prêt à payer une taxe spécifiquement dédiée à l'environnement (+6 points par rapport à janvier 2020). Au total, 60% de la population soutiendrait la mise en place d'une taxe carbone **sous certaines conditions**, comme l'affectation des recettes à la transition écologique, la baisse d'autres impôts et cotisations, ou une meilleure redistribution des recettes fiscales au profit des catégories modestes et moyennes.

